

## **Vietnam: Le Congrès du Parti renforce l'ordre répressif et récompense des dirigeants violateurs des droits humains**



PARIS, 1<sup>er</sup>

février 2021 (FIDH & VCHR) : La grande messe du Parti Communiste du Vietnam (PCV) renforce le régime autoritaire et inaugure un nouveau quinquennat de répression et de violations des droits humains, ont déploré aujourd'hui la FIDH et son affiliée, le Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme (VCHR).

Le XIII<sup>e</sup>

Congrès du PCV, qui a commencé le 25 janvier et se termine aujourd'hui, vient de choisir l'équipe dirigeante de l'État-Parti pour les cinq prochaines années. Le Président du Vietnam Nguyen Phu Trong obtient un troisième mandat consécutif en tant que Secrétaire-général du PCV et second mandat en tant que Président. Le Premier Ministre Nguyen Xuan Phuc conserve son poste pour un second mandat.

**« Alors que la communauté internationale a encensé le gouvernement vietnamien pour sa gestion de la pandémie, elle n'a absolument pas condamné la plus dure répression contre la dissidence pacifique de ces dernières années. Le silence de la communauté internationale face à la répression de la dissidence pacifique a encouragé le Parti Communiste du Vietnam à récompenser les dirigeants autoritaires du pays »,** a dit le Secrétaire-

général de la FIDH Adilur Rahman Khan.

En 2020, en pleine pandémie du coronavirus (COVID19), les autorités ont détenu au moins 33 personnes pour l'exercice pacifique et légitime de leur droit à la liberté d'opinion et d'expression. Dans le même temps, au moins 23 autres ont été condamnées à des peines de prison allant jusqu'à 12 ans. Parmi ces personnes privées de leur liberté, figurent des défenseurs des droits humains, des militants, des journalistes et des critiques du gouvernement. Presque tous ceux qui ont été détenus ou emprisonnés en 2020 l'ont été sous l'empire des articles 117 (« propagande contre l'État ») ou 331 (« abus des libertés démocratiques ») du Code pénal.

En outre, au moins cinq membres de groupes religieux non-enregistrés ont été détenus sous l'article 116 (« atteinte à la politique d'unité ») et 11 membres de la minorité ethnique Hmong ont été condamnés à des peines d'emprisonnement allant de huit ans à la détention perpétuelle sous l'article 109 (« subversion »).

Cette tendance à la répression s'est poursuivie jusqu'à la veille du Congrès du PCV avec l'emprisonnement de quatre personnes supplémentaires pour le seul mois de janvier 2021. Ainsi les journalistes indépendants Pham Chi Dung, Nguyen Tuong Thuy et Le Huu Minh Tuan ont été [condamnés à des peines allant jusqu'à 15 ans de prison](#) le 5 janvier, et l'experte en aquaculture Dinh Thi Thu Tuy à sept ans de prison, le 20 janvier, pour avoir « ridiculisé » les dirigeants du Parti et de l'État sur les réseaux sociaux.

Outre les arrestations et détentions arbitraires, les autorités soumettent les défenseurs des droits humains et ceux qui critiquent le gouvernement à un harcèlement systématique, incluant surveillance et agressions physiques. Par exemple, le 8 mai 2020, la police de Ho Chi Minh Ville a fait subir un interrogatoire et gravement tabassé Phung Thuy, alias Thuy Tuat, pour avoir livré les ouvrages de la maison d'édition indépendante Liberal Publishing House.

« **Ce XIII<sup>e</sup>**

**Congrès du PCV est un non-événement. Son seul intérêt est de montrer que le Vietnam continuera à violer massivement les droits de l'Homme et à bafouer les aspirations démocratiques de son peuple. Les 'nouveaux' dirigeants sont les mêmes, ce sont ceux qui n'ont eu de cesse d'accroître l'écrasement des citoyens qui ont osé faire valoir leurs droits constitutionnels »**, a dit le Président du VCHR Vo Van Ai.

Le Vietnam détient au moins 200 prisonniers politiques. Nombre d'entre eux subissent toujours en prison un traitement abusif et discriminatoire, s'apparentant souvent à de la torture. En novembre 2020, le blogueur Nguyen Van Hoa et le militant de la liberté religieuse Nguyen Bac Truyen, qui purgent des peines respectives de sept et 11 ans de prison, ont dû faire une grève de la faim à la Prison An Diem, dans la province de Quang Nam, pour dénoncer les violations des droits des détenus, comme les passages à tabac, le placement en isolement, le déni des soins médicaux et autres mauvais traitements.

De tels traitements contreviennent aux obligations du Vietnam en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Convention de l'ONU contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le Vietnam est partie à ces deux traités.

La FIDH et le VCHR réitèrent leurs appels pour : la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques au Vietnam ; l'abrogation de toutes les dispositions du Code pénal incompatibles avec les obligations internationales du pays ; et la fin de tout harcèlement contre les militants, défenseurs des droits humains et critiques du gouvernement.

## **Quê Me**

Quê Me: Action for democracy in Vietnam & Vietnam Committee on Human Rights

<https://queme.org/fr/>

---

## **Contact**

### **presse:**

FIDH: Mme Eva Canan (French, English) - Tel: +33648059157

(Paris)

VCHR: Mme Penelope Faulkner (Vietnamese, English, French) - Tel: +33611898681

(Paris)